

# Lire et relire

Miguel Chueca, Daniel Blanchard, Diego Giachetti, François Roux

## Livres

**Christophe Bourseiller, Histoire générale de l'ultra-gauche, Denoël, Paris, 2003, 546 p., 25 euros.**

Ce dernier paru, à notre connaissance, des vingt-cinq ouvrages dus à cet auteur se signale par sa superficialité et sa malhonnêteté.

L'histoire dont il est question dans le titre est ici ravalée à la conception journalistique et/ou policière : celle d'une myriade d'individus et de groupuscules et des idées qu'ils professent et qui surgissent comme des lubies puisqu'elles sont totalement coupées des réalités du mouvement social et politique. C'est ainsi qu'on peut mettre sur le même plan le KAPD et ses 30 000 membres et cinq ou six étudiants qui fantasment dans un bistrot. C'est ainsi également qu'on peut fourrer sous la même étiquette d'ultra-gauche des groupes anti-léninistes tels que les conseillistes allemands et hollandais, Socialisme ou Barbarie ou l'I.S. et les bordiguistes ultra-léninistes. C'est ainsi encore qu'on peut parler des conseils ouvriers comme s'il s'agissait d'une rêverie des groupes germano-hollandais reprise par Socialisme ou Barbarie, l'I.S. et certains anarchistes et non d'une forme d'auto-organisation créée réellement par la classe ouvrière dans ses moments de lutte les plus autonomes.

C'est bien là le fond de la question, que l'auteur ignore, c'est-à-dire dénie, on verra pourquoi plus loin : si cette ultra-gauche a eu une réalité, elle réside uniquement dans la tentative de groupes, ultra minoritaires, certes, mais appuyée sur l'histoire réelle, pour maintenir vivante l'expérience de ces moments cruciaux où la classe ouvrière, et parfois d'autres couches sociales, comme certains éléments de la paysannerie pendant la révolution espagnole, se sont comportés comme sujets à part entière, capables de s'auto-organiser et même de prendre en main la gestion de la production. Cette capacité et cette revendication d'autonomie ont été constamment combattues non seulement par le patronat et l'État, mais aussi par les organisations social-démocrates et léninistes. Constamment et victorieusement, ce qui permet à Bourseiller de qualifier – avec une sympathie hypocrite – de « perdants » ces groupes de l'ultra-gauche. Ce qui permet surtout à Bourseiller de faire servir son dédain de l'histoire à une entreprise politique grossièrement malhonnête. Il s'agit de montrer que cette ultra-gauche est vouée, de par la logique de son positionnement politique, à dériver jusqu'à l'adhésion plus ou moins avouée au « négationnisme ». Dès lors qu'on fait passer aux oubliettes les enjeux véritablement révolutionnaires des mouvements sociaux et politiques du xx<sup>e</sup> siècle, la défense de la démocratie et l'antifascisme deviennent les seules politiques légitimes. Critiquer les politiques antifas-



cistes, ce serait critiquer la démocratie et trahir des sympathies pour le totalitarisme. Ainsi, ceux qui ont été pendant des décennies, et souvent au péril de leur vie, les seuls dénonciateurs du totalitarisme stalinien se retrouvent-ils accusés de vouloir blanchir le totalitarisme nazi du génocide des juifs.

Dans ce procès, la pièce à conviction est d'une minceur, à tous égards, dérisoire. Il s'agit essentiellement de Pierre Guillaume, qui longtemps après son bref et terne passage par le groupe Socialisme ou Barbarie, s'est fait le défenseur de Faurisson puis le propagateur zélé des thèses négationnistes en France. Bourseiller peut certes grossir sa prise de quelques comparses bien réels, tels que les gens du Mouvement communiste de l'époque et de La Guerre sociale. Mais ça ne lui suffit évidemment pas. Alors il joue en prestidigitateur de l'amalgame et de la calomnie : si vous êtes entré un jour dans la librairie La Vieille Taupe, votre compte est bon, vous êtes dans la « mouvance ». Les « héritiers » de Socialisme ou Barbarie sont particulièrement visés. Personnellement, j'en ai rarement vu, mais j'apprends que « les trois quarts des militants issus de la mouvance sociale-barbare... adoptent à leur tour le discours révisionniste » (p. 439). On connaissait déjà les hitléro-trotskistes...

Ainsi les bons vieux procédés staliniens peuvent-ils toujours servir, du moment qu'il s'agit de défendre l'incroyable cause antifasciste. Si ce livre n'a donc guère de valeur historique – d'une superficialité confinant la sottise, il est en outre, souvent inexacte, – il a du moins valeur de document : il témoigne de l'acharnement persistant du côté de la « gauche » à discréditer, et toujours par les mêmes méthodes, les idées révolutionnaires. D.B.

**Gianfranco Ragona, Maximilien Rubel (1905-1995). *Etica, marxologia e critica del marxismo*, Milano, Franco Angeli 2003, 256 p., 19 euros.**

En travaillant principalement sur le fonds Rubel déposé à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre mais aussi dans d'autres bibliothèques européennes, notamment la Bibliothèque nationale de France, celle de Berlin et l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam, l'auteur du livre a voulu avant tout fournir une bibliographie exhaustive des écrits de Rubel qui intègre et complète celle qui avait été mise en point par le Centro di Iniziativa Luca Rossi de Milan et publiée en annexe de l'ouvrage de Rubel, *Karl Marx. Saggio di biografia intellettuale* (Colibri, Milan, 2001). En parcourant la biographie intellectuelle de Rubel, on voit apparaître dès les premières pages l'importance de ses racines spinoziennes et du concept d'éthique, qui l'accompagneront tout au long de sa vie de spécialiste de Marx. « Une certaine philosophie enseigne que penser correctement et vivre correctement sont une seule et même chose. [...] Pour Spinoza, la philosophie n'est rien d'autre qu'une éthique, [donc] l'image du parfait intellectuel est celle d'un homme qui met en harmonie sa pensée et sa vie, jusqu'à en faire un tout indissociable. » Contacté pendant l'Occupation par un groupe de jeunes marxistes révolutionnaires et d'anarchistes qui voulait faire circuler des tracts de propagande révolutionnaire parmi les troupes allemandes, Rubel découvre Marx et, quelques années plus tard, en 1949, énonce son interprétation éthique du marxisme : « L'actualité de Marx ne réside pas tant dans la valeur scientifique, donc relative et discutabile, de

sa théorie économique que dans la validité éthique de sa critique radicale des institutions sociales qui s'opposent au plein et libre développement de chacun et, en conséquence, de l'humanité. » Par éthique il entendait un ensemble de raisons de vie, de valeurs partagées et de règles d'action en accord avec le but poursuivi; c'est donc dans la concordance de la critique sociale et politique de Marx avec l'objectif de construction du socialisme que la dimension éthique de cette critique était à rechercher. Le présupposé éthique d'origine spinoziste qu'introduisait Rubel ouvrait la voie à de nouvelles interprétations, appelées à se heurter au conformisme marxiste dominant. Rubel mettait l'accent sur l'importance et l'actualité de trois critiques du système hégélien élaborées par des penseurs du XIX<sup>e</sup> siècle : Kierkegaard, Nietzsche et Marx lui-même. Le premier avait mis en lumière l'absence d'éléments éthiques dans le système de Hegel, où l'agir humain est soumis au développement de l'esprit. Nietzsche s'était opposé à l'historicisme hégélien, fulminant contre l'omnipotence attribuée à l'histoire et contre la soumission de l'homme au fait accompli qu'elle suppose : il avait exhorté l'homme à agir sur le monde, à produire une histoire qui soit au service de la vie et des valeurs vitales. Marx, enfin, avait affirmé la nécessité de l'intervention consciente des hommes dans l'histoire, s'opposant à une doctrine faisant d'eux les instruments d'une substance immatérielle baptisée « Esprit universel ». Si, dans sa thèse sur Épicure et Démocrite, Marx penchait pour le premier, ce n'était donc pas par hasard : Épicure défendait une conception de l'homme capable d'échapper au joug des forces surhumaines en assumant la tâche de construire une société nouvelle et fraternelle.

La lecture de Spinoza, chez qui il trouva une conception de l'éthique fondement de la « vie nouvelle », contribua pour une bonne part à orienter Marx vers une critique de la philosophie hégélienne. À l'apriorisme de Hegel il opposa une théorie de la création historique porteuse d'une dimension éthique qui faisait de son adhésion à la cause de l'émancipation du prolétariat un choix éthique personnel. Marx n'était pas devenu révolutionnaire et socialiste en découvrant les lois du développement capitaliste, mais avait réussi à saisir l'essence de la dynamique du capitalisme parce que ses convictions de révolutionnaire le poussaient à découvrir les racines d'une organisation sociale que sa vision de l'homme lui imposait de refuser. « Marx a adhéré au communisme non pas après, mais avant d'en avoir étudié les prémisses sociologiques et économiques », écrit Rubel. Qui distingue deux éléments chez Marx : l'analyse scientifique des rapports sociaux de production au sein des formations économique-sociales, et une conception de l'homme agent de l'histoire et non dominé par elle. Tout en considérant, donc, que les contradictions de la société capitaliste créaient les conditions susceptibles de faire naître une exigence de socialisme, Marx était conscient du fait qu'il n'y avait pas de dépassement possible du capitalisme sans une prise de conscience par le prolétariat de sa mission historique.

On ne sera donc pas surpris de l'aversion, d'ordre éthique et philosophique plus encore que politique, de Rubel pour le socialisme soviétique, dont il tenait les dirigeants et les idéologues pour responsables des déformations de l'enseignement marxien, abandonné au nom du réalisme politique qu'exigeait une politique de grande puissance. Sa

critique portait sur le fait que le socialisme de Marx, fondé sur une éthique d'émancipation prônant une corrélation rigide entre la fin et les moyens, était incompatible avec le socialisme stalinien qui, malgré son adhésion formelle aux acquis de la pensée de Marx, se prêtait à une accusation de complicité avec les barbaries du monde moderne. Car c'est à cela que ressemblaient à ces yeux le scénario de la guerre froide, la menace thermonucléaire, la division du monde en zones d'influence. En étudiant la formation économique-sociale soviétique et le contexte historique où elle était née, Rubel fut amené à parler à son sujet de capitalisme d'État et à définir l'idéologie marxiste comme la fausse conscience de classe des exploités du travail salarié.

Rubel s'engagea ainsi sur la voie qui allait l'occuper tout le reste de sa vie : revenir au Marx authentique, libéré des marxismes d'interprétation et des codifications faites au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, « produit légitime de l'esprit de Engels ». Marx n'était pas responsable de la naissance de la doctrine marxiste, il fallait séparer Marx des marxismes et donner vie à la marxologie. C'est cette démarche qui poussa Rubel à publier les œuvres de Marx. En 1963 sortit le premier tome des œuvres complètes de Marx mis au point par lui, qui s'inscrivait dans un projet d'organisation des écrits économiques, philosophiques et politiques. Le second tome parut en plein mai 1968, alors que Rubel était occupé à polémiquer avec le Marcuse de *L'Homme unidimensionnel*, soutenant que le capitalisme donnait encore vie à un prolétariat incompatible avec l'ordre dominant. Dans ce contexte, son attention se centra sur la politique. Il tenta de tirer au clair ce qu'avait été l'approche de Marx sur la question de l'organisation de classe,

en introduisant le concept d'autopraxis du prolétariat. Il critiqua le marxisme politique et ses structures organisationnelles faites pour soumettre le prolétariat à une discipline stricte de parti, sans établir de distinction entre social-démocratie, léninisme et maoïsme, le considérant comme « complice du système de pouvoir qui contribue à maintenir les masses exploitées et dominées dans un état permanent de privation intellectuelle et morale, dans un système d'esclavage volontaire ». À ces pratiques il opposa le principe de l'autopraxis du prolétariat, présent chez Marx et contraire à la pensée de Lénine, principe qui suppose le refus de toute hiérarchie institutionnalisée fondée sur le savoir spécialisé de dirigeants politiques de profession.

En 1982, dans le troisième tome des œuvres de Marx, il reprenait l'idée que celui-ci s'était plus inspiré de la représentation spinoziste de l'État que de celle de Hegel ; toutefois, en observant la réalité de son époque, il pensa de son devoir d'affirmer le caractère inactuel de la pensée de Marx et le caractère actuel de celle de Hegel. Partant du constat que le prolétariat des pays les plus développés ne faisait pas preuve de volonté de se libérer, il considérait que la critique marxienne du mode de production capitaliste, bien que vitale, ne pouvait compenser l'absence de projet d'émancipation et d'une pratique politique et sociale en rapport avec celui-ci. En ce sens, Marx était inactuel, alors qu'était fortement perceptible « la présence de Hegel », penseur de la « préhistoire de l'humanité », avec son échelle de valeurs plaçant l'État au sommet et sa conception de la guerre jugée « positive et concrète », qui risquait de jeter l'espèce humaine dans un état de barbarie définitif et irrémédiable. Deux années plus

tard, se ré-interrogeant sur les raisons qui pourraient amener à faire encore référence à Marx, dès lors que sa science semblait réfutée par la réalité d'un capitalisme n'engendrant pas sa propre négation, et confronté à la perspective concrète d'une nouvelle guerre mondiale nucléaire, il déclina l'alternative « socialisme ou barbarie » dans les termes « révolution ou anéantissement ».

En 1994 parut le quatrième tome des œuvres de Marx, consacré à la politique. Dans les écrits rassemblés dans cet ouvrage, Rubel retrouva les traces d'une tentative de mettre en pratique les principes du libéralisme dans une perspective communiste. Faire référence à la démocratie, c'était aussi reconnaître ses attributs formels : le gouvernement ouvrier devait mettre en place des formes d'élection de représentants révocables à tout moment. Faire apparaître Marx comme le théoricien de la démocratie, en montrant la portée éthique et la nécessité de la dictature du prolétariat, tout en la séparant du mythe d'Octobre, sans pour autant tomber dans la rhétorique anti-totalitaire ou anticommuniste, telle fut la dernière tentative de Rubel pour sauver et faire connaître le message éthique et révolutionnaire du « théoricien du prolétariat ».

D.G

(Paru en italien dans *Collegamenti-Wobbly* n° 4 et traduit par Nicole Thé.

N. B. : Faute d'indications précises, nous nous sommes contentés de retraduire de l'italien les citations de Rubel, ce dont on voudra bien nous excuser. Sur Maximilien Rubel, on ne saurait trop conseiller l'essai de celui qui fut son plus proche collaborateur et ami, Louis Janover, « Lire Rubel aujourd'hui, contre la feinte-dissidence d'hier et de demain », paru dans le n° 15 des Temps maudits.)

**Louis Janover, Surréalisme, le surréalisme introuvable, Sens & Tonka, Paris, 2003, 210 p., 14 euros**

« Une entreprise qui a les plus grands musées comme fournisseurs » ! « L'équipe : 50 personnes, soit autant que Chapitre. com, librairie sur Internet » ! « Le budget : 1,8 million d'euros, soit 1 % du chiffre d'affaires de la filiale de Nestlé, Nespresso » ! Mais quelle était donc cette PME qui déclenchait l'enthousiasme du *Figaro entreprises* du 25 mars 2002 ? Eh bien, rien de moins que l'exposition organisée alors au Centre Georges-Pompidou pour la plus grande gloire du surréalisme, qui venait couronner une longue succession de « biennales, accrochages, rétrospectives historiques sous label historique [qui] nous avaient déjà habitués à voir réunis dans de somptueux catalogues ou dans des musées des produits les plus remarquables, et les plus marqués, de ce courant », comme l'écrit Louis Janover dans son tout récent *Surréalisme, le surréalisme introuvable*. Il y a plus d'une décennie, le Centre Beaubourg avait déjà participé, avec son exposition André Breton, à cette même entreprise de momification du surréalisme à laquelle son principal inspirateur avait à l'avance donné son consentement quand il s'était félicité de le voir entrer à l'Université, faire l'objet de cours et figurer au programme des concours de recrutement <sup>1</sup>. Dans ces circonstances, on comprendra mieux que, après plusieurs livres consacrés au surréalisme – dont l'indispensable *La Révolution surréaliste* et le plus récent *Le Surréalisme de jadis à naguère*, où il relatait son expérience personnelle d'un mouvement auquel il par-

<sup>1</sup> Sur cette exposition, on lira le tract intitulé « Permettez ! », reproduit dans un autre livre de L. Janover, *Cent Ans de servitude. Aragon et les siens*, paru chez Sulliver en 1998.

ticipa un temps, dans l'immédiat après-guerre – Louis Janover éprouve le besoin de revenir, une fois de plus, sur l'étrange destinée de l'aventure surréaliste, dont le succès actuel signe, en quelque sorte, l'échec profond de l'inspiration première. Usant de l'opposition dont il s'était déjà servi dans ses ouvrages précédents entre « la Révolution surréaliste » – qui visait, écrit-il, à « fondre dans un projet d'émancipation toutes les formes d'illuminations poétiques et toutes les interrogations sur la raison d'être de l'art et des artistes » (*Surréalisme, surréalisme introuvable*, p. 187-188) – et « le surréalisme réellement existant », et avec un égal bonheur d'écriture, L. Janover s'emploie à comprendre le sens de l'acceptation du surréalisme par l'esthétique de notre époque et sa récupération par ce qu'il nomme la feinte-dissidence culturelle contemporaine. Un livre précieux, donc, fortement recommandé à ceux qui sont encore disposés à aller dans cette pièce où « les utopies ne dorment que d'un œil en se préparant au réveil », pour le dire avec les mots mêmes de l'auteur. M.C.

**Carlos Fonseca, *Le Garrot pour deux innocents. L'affaire Delgado-Granado*, CNT-RP, Paris, 2003, 226 p., 15 euros. Dessin de couverture de J. Tardi.**

Le 17 août 1963, Delgado et Granado, deux jeunes militants de la FIJL (Fédération ibérique des jeunesses libertaires), étaient exécutés selon le procédé du *garrote vil*, accusés d'avoir commis un attentat dont, jusqu'au bout, ils avaient refusé de reconnaître la responsabilité. Quarante ans après les événements, les éditions de la CNT publiaient cet été la traduction du livre du journaliste espagnol Carlos Fonseca, qui montre le terrible

engrenage qui mena à la mort les deux jeunes libertaires espagnols, innocents des faits – des attentats à la bombe contre la DGS (Direction générale de la sûreté) et le siège du syndicat unique du franquisme, commis par un autre commando – pour lesquels ils furent condamnés puis suppliciés. Mais si Fonseca insiste sur l'inanité du motif officiel qui servit à quelques militaires hâtivement déguisés en juges à condamner à mort Delgado et Granado, il ne songe pas une seconde à nier la nature du combat conduit par les deux hommes : il ne cache ni la raison de la présence de celui-ci en Espagne, directement liée à une tentative d'attentat contre la personne de Franco, ni les activités armées de celui-là. Pas d'« innocentisme »<sup>1</sup>, donc, dans ce livre qui démonte l'enchaînement des faits qui, avec la précision d'un mécanisme d'horlogerie, conduisit les deux militants de la FIJL au supplice dans l'indifférence à peu près totale des citoyens des pays démocratiques, plus soucieux à l'époque de soigner leur bronzage sous le soleil espagnol que de combattre un régime dont on avait, bon gré mal gré, fini par s'accommoder.

Le mérite de l'auteur, toutefois, ne s'arrête pas là, puisqu'il a su également restituer aux

<sup>1</sup> Le terme apparaît dans le dernier numéro du bulletin *A contretemps* (cf. plus loin), dans un compte rendu signé de José Fergo, qui fait écho à un échange retranscrit dans le texte « Alès dédain » écrit par Jean-Marc Rouillan à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'exécution de Delgado et Granado. (Ledit texte a été repris, sous le titre « Les voyages extraordinaires des enfants de l'Extérieur » dans la *Lettre à Jules* publiée il y a peu par les éditions Agone.) Dans ce dialogue, Salvador Puig Antich affirme qu'il insiste sur l'innocence des deux militants de la FIJL, ce serait oublier « qu'ils avaient choisi d'être coupables, coupables à en crever » et équivaldrait, du coup, à une négation « du sens qu'ils donnèrent à leur vie ». On m'autorisera à juger ce jugement très peu défendable, même venant de notre regretté camarade.

principaux protagonistes de l'affaire toute leur douloureuse épaisseur humaine : Delgado et Granado – qui, je le rappelle, ne se connaissaient pas et qui, par une étrange ironie du sort, se virent pour la première fois le 29 juillet 1963, c'est-à-dire le jour même des attentats pour lesquels ils furent exécutés – y apparaissent pour ce qu'ils furent, sans tous les apprêts et les embellissements de l'hagiographie militante, et si semblables tous les deux à ce qu'en montrent les photos qui accompagnent le livre. Le premier – militant cénétiste de toujours, fils d'un anarchiste de Cardona – réfléchi, discret et efficace. Et le second, le type même de ces « têtes brûlées » qui n'ont jamais manqué à la CNT, sans aucun doute l'acteur principal de ce récit, miné par une leucémie incurable, semble-t-il, qui explique probablement son désir de participer à des actions clandestines des plus périlleuses comme elle peut expliquer aussi qu'il le fit parfois avec tant d'imprudence.

Toutefois, si le livre éclaire la plupart des faits qui menèrent à l'issue finale (prolongation indue du séjour de Granado en Espagne, décision des véritables auteurs des attentats d'avancer la date des attentats, explosion prématurée de la bombe dans les locaux de la DGS), il laisse ouvertes un certain nombre d'interrogations, à commencer par le mystère qui entoure les circonstances de l'arrestation de Delgado et Granado, dont on ne sait toujours pas si elle fut le fait du hasard, comme le prétendit alors la police, ou la conséquence d'une dénonciation, une hypothèse sur laquelle l'auteur ne se prononce pas catégoriquement. Enfin, le livre amène le lecteur à se poser la question des capacités de la CNT de l'époque – toutes tendances confondues et tous noms propres mis à part – à organiser les actions réclamées par la création de

l'organisation *Defensa Interior*, dont l'existence ne se prolongea d'ailleurs pas après le terrible échec de l'été 1963. M.C.

**René Berthier, *Octobre 17, le Thermidor de la révolution russe*, CNT-RP, Paris, 288 p., 14 euros**

Avec l'effondrement de l'URSS et de ses satellites du socialisme réellement (in)existant, tous les débats sur la nature des régimes de l'Est – avec lesquels on pourrait constituer des bibliothèques entières – semblent tout d'un coup avoir été frappés de caducité et ravalés au rang des discussions byzantines sur le sexe des anges et autres élucubrations théologiques du même tonneau. C'est en tout cas ce que souhaiteraient ces idéologues pour lesquels l'écroulement des régimes dits « communistes » marquerait la disparition définitive des idéaux émancipateurs nés au XIX<sup>e</sup> siècle.

Telle n'est pas, est-il besoin de le dire, la conviction de René Berthier – militant libertaire depuis près de quarante ans et animateur du syndicat CGT du Livre –, aux yeux duquel la révolution d'Octobre est encore un sujet de réflexion privilégié puisque, dit-il, « les problèmes qu'elle a posés restent dans l'ensemble des problèmes que les révolutionnaires d'aujourd'hui continuent de se poser ». Pour ce faire, Berthier rappelle, à grands traits, les principaux événements de la révolution, en mettant en évidence le rôle qu'y jouent anarchistes et anarcho-syndicalistes, en particulier dans la promotion des comités d'usine, un sujet sur lequel ils se retrouveront – du moins pour un temps – aux côtés des bolcheviks. Son analyse historique ne va cependant pas au-delà de l'insurrection de Kronstadt, où il voit non pas le début mais

plutôt l'aboutissement du processus de contre-révolution puisque, comme il le rappelle, d'autres révoltes ouvrières avaient été réprimées dans le sang par les nouvelles autorités avant mars 1921.

Dans la seconde partie de son ouvrage, où l'analyse politique se superpose et prend parfois le dessus sur le récit historique, R. Berthier s'emploie à répondre à un certain nombre de questions posées par l'existence du régime issu du « coup d'État dans la révolution » (p. 171) d'octobre 1917, réalisé, comme on sait, au mépris de tous les enseignements du marxisme. Enfin, dans le passage « Leçons d'Octobre » sans doute la partie la plus originale du livre, il consacre une longue réflexion aux effets de la révolution russe sur le mouvement libertaire et aux causes de son échec alors que ses forces, à la veille d'octobre 17, étaient loin d'être négligeables. M.C.

**Marcel Body, *Au cœur de la Révolution.***

**Mes années de Russie – 1917-1927,**

**Éditions de Paris Max Chaleil, Paris,**

**2003, 304 p., 18 euros**

Si René Berthier aborde la révolution d'Octobre à partir d'une somme de lectures et de quelques décennies de réflexion, l'ouvrage de Marcel Body (1894-1984) – réédition d'un livre publié initialement en 1981, à l'instigation d'Alexandre Skirda qui l'accompagne ici de quelques mots d'introduction – relève, pour sa part, du témoignage vécu, puisqu'il fut composé à partir des souvenirs de ce militant ouvrier auquel sa connaissance de la langue du pays valut de se trouver en Russie peu après février 1917, en tant que membre de la mission militaire française, et d'y vivre les années de la révolution et de la guerre civile qui s'ensuivit. C'est en simple témoin qu'il assiste d'abord

à ces événements, puis l'admirateur de Jaurès et de Tolstoï qu'il est va rejoindre presque naturellement, en compagnie de Jacques Sadoul et de Pierre Pascal, une Fédération des groupes communistes étrangers qui, dans l'esprit de Lénine, préfigurait en quelque sorte l'Internationale communiste, fondée un an après environ. Mêlé de très près, à partir de ce moment-là, au mouvement communiste, M. Body va rencontrer quelques-uns des chefs du parti bolchevique, dont Zinoviev et Alexandra Kollontaï, avec laquelle il établira des liens d'amitié durables. Il fait aussi la connaissance de l'ex-libertaire Victor Serge, converti au bolchevisme, dont il relève le permanent décalage entre les propos critiques tenus en privé et le conformisme qu'il manifeste en public. Sa fréquentation des milieux dirigeants du parti bolchevique fait voir bien vite à M. Body le divorce qui s'installe entre eux et une population qui, vivant dans le plus grand dénuement, se désintéresse peu à peu de tout ce qui n'est pas sa survie au jour le jour et donne toute latitude à la bureaucratie dominante pour faire ce que bon lui semble. Dans le chapitre « Les rigueurs de la Terreur », il se réfère à « l'apparition d'une nouvelle classe, composée de politiciens, de militaires, de fonctionnaires du Parti et de l'État » (p. 171), et aussi à la mentalité d'inquisiteurs qu'il voit naître chez les tchékistes, formés « selon les vieilles méthodes et auxquels on donnait, sans contrôle, une autorité absolue sur les personnes arrêtées » (*idem*). C'est à cette même Tcheka, du reste, qu'il attribue la disparition des délégués français au II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale, le professeur Raymond Lefebvre et les deux militants ouvriers – « de tendance anarcho-syndicaliste », précise-t-il – Lepetit et Vergeat, coupables de ne croire qu'à ce que voyaient leurs yeux et qui, de



retour en France, ne se seraient sans doute pas privés de dire à leurs camarades de la CGT ce que ces yeux avaient vu.

Enfin, l'insurrection de Kronstadt, qui succède aux « grandes grèves de Moscou, de Petrograd, d'Ivanovo-Voznesensk », est pour lui « non pas la goutte mais le flot de sang qui fit déborder le vase ». Après l'écrasement des insurgés, il va continuer quelque temps encore à servir le nouveau régime, mais le cœur n'y est plus, et il ne songe plus à cacher ce qu'il pense de la politique menée par le Parti. Fonctionnaire du Komintern, il touche du doigt la dégradation humaine du milieu où il est plongé, « tourbe de petits politiciens », « intriguants, prêts à sacrifier n'importe qui » pour gagner les bonnes grâces du nouveau chef d'un parti bolchevique qui, dit-il, prend rapidement les allures d'une Église où s'impose peu à peu une sorte de « mystique », très caractéristique, selon lui, du « long passé religieux [qui] pèse sur l'homme et la femme russes » (p. 282). De fait, sa séparation d'avec le régime est bel et bien consommée, et, de retour en France en 1927, il met en garde ses camarades du jeune Parti communiste français contre sa sujétion « aux impératifs de la faction stalinienne ».

Le message, comme on sait, ne sera pas entendu, la frêle voix de M. Body ne pouvant pas couvrir le son des propagandistes de la « glorieuse révolution d'Octobre » et de « la patrie du socialisme », de tous les responsables de ce qui restera sans aucun doute comme la pire mystification du siècle passé. Bien que personne ne s'éclaire plus à la « grande lumière » d'Octobre, il est bon tout de même de se souvenir de ceux qui, à l'instar de M. Body, surent s'éloigner à temps de cette lueur-là avant de s'y brûler les ailes, quitte à avoir eu raison avant et contre tous les autres. Et il est bon aussi qu'un édi-

teur ait eu l'idée de donner une seconde chance à ce livre. M.C

**Marcel Martinet, Culture prolétarienne, Agone, Marseille, 2004, 190 p., 16 euros**

Né en 1887, Marcel Martinet appartient à cette nouvelle génération d'intellectuels gagnés à la cause du syndicalisme révolutionnaire – qu'il découvre tout jeune encore, en 1909, dans les pages de *La Vie ouvrière*, la « petite revue à couverture grise bien présentée et surtout bien faite » animée par Pierre Monatte et ses amis, à laquelle il apportera bientôt sa collaboration – qui succède à la génération des Berth et Lagardelle, contemporaine de la première et plus belle époque du mouvement syndicaliste révolutionnaire de France. Comme tant d'autres syndicalistes d'avant-guerre, Martinet rejoint très tôt le PCF, mais sans s'y attarder outre mesure : après avoir occupé les fonctions de directeur littéraire de *L'Humanité* entre 1921 et 1923, il quitte le Parti dès 1924 pour rejoindre le groupe de Pierre Monatte – en qui il voit le véritable successeur de Fernand Pelloutier – et œuvrer, au sein de la revue *La Révolution prolétarienne*, à la défense des idéaux du syndicalisme révolutionnaire. Les essais rassemblés dans *Culture prolétarienne*, écrits entre 1918 et 1923 et complétés du long texte « Le prolétariat et la culture », daté de 1934, avaient été publiés à l'origine dans la Librairie du travail en 1935, avant d'être repris, plus de quarante ans plus tard, par les éditions Maspero. Les plus anciens d'entre eux, regroupés dans le chapitre « Expériences », font foi de la participation de Marcel Martinet à deux petites publications militantes, *La Plèbe*, « syndicaliste, libertaire, socialiste », un « obscur petit brûlot » lancé au printemps 1918 auquel les autori-

tés ne permirent pas de dépasser quelques semaines d'existence, et les *Cahiers du travail*, fondés en 1921, qui devaient publier une douzaine de fascicules. De 1921 sont aussi les articles recueillis dans le chapitre « Pour une organisation de la culture », où M. Martinet, tirant la leçon de l'échec des UP (Universités populaires), abordait très humblement la méthode pour que le prolétariat puisse se donner à lui-même « la science de son malheur », selon la formule de F. Pelloutier. Par ailleurs, le présent volume donne à lire la préface qu'il écrivit pour la publication des *Réflexions sur l'éducation*, où Martinet reconnaît la dette qu'il a contractée à l'égard d'Albert Thierry (1881-1915) et de ses méditations sur une éducation qui ne serait pas une « préparation à diriger » et respecterait ce « refus » de parvenir du prolétaire capable de parvenir [qui] n'a de sens, écrit-il, que doublé par la « volonté de parvenir » du prolétariat » (p. 153). Enfin, avec le très beau texte qui ouvre le volume, « Le prolétariat et la culture » (daté de 1934) – où, entre autres choses, il commente assez longuement les réflexions de Jean Guéhenno touchant à la relation du peuple à la culture –, M. Martinet procède, avec le recul que lui donne le temps passé, à une évaluation de l'actualité de ses réflexions sur la nécessité, la possibilité mais aussi les difficultés de cette « culture intérieure au prolétariat » – située à mille lieues de la « culture-propagande » impulsée par ce qu'il appelle alors le « communisme orthodoxe » – dont on voit bien qu'elle est, à ses yeux, la condition *sine qua non* de la création d'une véritable société d'hommes libres, comme elle l'était pour Fernand Pelloutier.

Ici encore, il convient de savoir gré à l'éditeur et à Charles Jacquier, le responsable de la collection Mémoires sociales, d'avoir

tiré ces textes de l'oubli : il fallait d'ailleurs une bonne dose de courage pour faire paraître un livre aujourd'hui sous un titre pareil. Il serait pour le moins dommage, d'ailleurs, que les lecteurs potentiels de ce livre s'arrêtent à un vocabulaire qui pourrait sembler d'un autre âge à nombre d'entre eux. Au-delà des formulations désuètes, ils feront l'effort de s'attacher au sens profond, et toujours valable pour nous, de la recherche de M. Martinet : c'est-à-dire à la nécessité – pas moins impérative de nos jours qu'à l'époque où il écrivait –, pour les dominés, de s'opposer à « la culture concédée au peuple », aussi mutilante et nocive aujourd'hui qu'elle l'était hier <sup>1</sup>, et de résister à l'uniformisation de la pensée imposée à présent *aux mêmes fins* mais avec d'autres outils, autrement puissants, de « façonnement industriel des esprits » (Hans-Magnus Enzensberger) que ceux que dénonçait Marcel Martinet dans les années 20 et 30 du siècle passé. M.C.

**Daniel Martinez, Carnets  
d'un intérimaire, Agone,  
Marseille, 2003, 158 p., 13 euros**

Que la classe ouvrière existe ou pas, c'est une question qui mériterait sans doute plus que les quelques lignes qu'on pourrait lui

<sup>1</sup> Dans le texte « Misère de la culture concédée au peuple », M. Martinet s'en prenait à la seule lecture de « l'homme qui sait lire... le journal », qualifié de « grand abrutisseur des masses » (p. 76). Dans la même page, il se réfère à cette « machine sociale... assez habilement réglée pour que le journal qui atteint la presque unanimité du peuple, *Petit Idiot* ou feuille locale, répandé partout une opinion unique, l'opinion officielle, orthodoxe, le plus hideux triomphe de la médiocratie ». On sait que cette « machine sociale » n'a cessé de s'améliorer depuis. (1)

consacrer ici, si on veut bien du moins ne pas la réduire à une simple collection d'individus remplissant des tâches subalternes et plus ou moins semblables au plus bas de l'échelle sociale. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que les ouvriers, eux, n'ont pas cessé d'exister et qu'on peut les rencontrer ailleurs que dans les films de Ken Loach ou dans les usines à sueur des pays du tiers monde. Et non seulement ils continuent d'exister, mais certains d'entre eux ont même l'outrecuidance de prendre la parole et d'écrire des livres pour faire part de la situation qui leur est faite dans une société qui croit avoir remis une fois pour toutes la *question sociale* au rayon des accessoires défraîchis et hors d'usage. C'est le cas de Daniel Martínez, dont les éditions Agone ont récemment publié les *Carnets d'un intérimaire*, assortis d'une préface du sociologue Michel Pialoux – connu pour ses travaux sur les ouvriers de la région de Sochaux, écrits en collaboration avec Stéphane Beaud –, qui ne manque pas de relever l'originalité de ce petit ouvrage : en effet, s'il existe maintenant une documentation importante sur le travail précaire, à commencer par le presque classique *Le Salariné de la précarité* de Serge Paugam, et si, par ailleurs, des ouvriers ont publié des témoignages sur leur vie en usine – le dernier en date étant Jean-Pierre Levaray avec *Putain d'usine* ou *Classe fantôme* –, on n'avait encore pas lu un témoignage sur l'expérience vécue de la précarité par un précaire même. Ce vide – d'autant plus regrettable que nous avons connu, comme personne ne l'ignore, une véritable explosion de la précarité du travail au cours des vingt dernières années dans une grande partie des pays développés – est comblé enfin avec la publication du petit livre de D. Martínez, ce qui ne l'a pas empê-

ché d'être passé sous silence par la plupart des médias.

On lira dans ces *Carnets* écrits par un homme en colère ce qu'est la vie des travailleurs condamnés à la précarité, de ces intérimaires dont il dit si bien qu'ils sont la « main-d'œuvre supplémentaire et bon marché destinée à rattraper le temps perdu » (p. 21). Être intérimaire, c'est d'abord accepter tout ce qui se présente, et jouer au manutentionnaire, à l'ouvrier-nettoyeur, au déménageur, au magasinier-cariste, etc., ballotté de-ci de-là, au gré de missions qui ne durent jamais très longtemps, sauf quand il s'agit de chantiers de longue durée : « Un cas de figure, précise l'auteur, de plus en plus rare, conséquence d'une conjoncture économique catastrophique » (p. 50). C'est supporter la double contrainte qui pèse sur lui : celle de l'agence d'intérim qui le paie et celle du commanditaire qui organise son travail. Et c'est accepter, bon gré mal gré, le mépris des règles d'hygiène et de sécurité les plus élémentaires, réservées aux seuls ouvriers à temps plein : « Sur de nombreux chantiers, combien ai-je côtoyé de copains d'infortune qui travaillaient sans chaussures adéquates ou harnais de sécurité alors que ceux-ci étaient obligatoires ? » (p. 23). Et quand on a compris qu'on ne verra pas l'ombre de la prime de risque promise pour un travail particulièrement dangereux, que faire sinon mettre son mouchoir et tout le reste par dessus, et « fermer sa gueule » parce qu'il faut bien manger et que, quand on est intérimaire, il vaut mieux ne pas compter sur les syndicats ni sur les prud'hommes ni sur des inspecteurs du travail qui brillent par leur absence ni sur rien qui, de près ou de loin, ressemble au « droit du travail ». Mais être intérimaire, c'est aussi téléphoner, dès 8 heures du matin, aux agences de tra-

vail temporaire pour savoir de quoi sera faite la journée qui vient, et c'est, en attendant un coup de fil hypothétique, occuper son temps du mieux qu'on peut « afin de ne jamais tomber dans le marasme et la déprime » (p. 50). Lire les annonces parues dans la presse du matin, solliciter des entreprises ou des administrations, aller à des rendez-vous, rédiger des curriculum vitæ, c'est-à-dire faire ce « parcours du combattant » qui s'apparente surtout, aux yeux de Daniel Martinez, « au cheminement du vaincu ».

L'auteur de ces *Carnets* montre aussi comment la précarité fait sentir ses effets sur la vie de l'intérimaire : « retards de paiement sur les échéances, dettes, créanciers, lettres de rappel, mises en demeure, « commandement », « dernier avis avant poursuites » » (p. 51), avant de s'insinuer au sein même du couple et de miner des relations sentimentales qu'on croyait à l'abri de toutes les épreuves. Et si le désespoir ou la résignation semblent parfois l'emporter, ils n'en effacent pas pour autant les rêves d'une autre société, comme l'attestent, parmi d'autres, ces mots adressés à la « grande prêtresse de la fondation Agir contre l'exclusion qui a fabriqué des cohortes d'exclus », la « socialiste » Martine Aubry : « Non, mesdames et messieurs les bienfaiteurs, nous ne nous morfondons pas, nous ne pleurons pas sur notre triste sort. Nous avons soif de justice. Nous réclamons simplement une société plus égalitaire » (p. 73).

Le lecteur aura compris qu'on a affaire en l'occurrence à un témoignage de première importance qui, bien autrement que ne sauraient le faire de savants traités de sociologie, donne à voir les effets vécus de la précarisation sociale et de la nouvelle « gestion de la main-d'œuvre » sur un monde du tra-

vail de plus en plus désarmé depuis la rupture du compromis social établi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. M.C.

**Michael Albert, *Après le capitalisme. Éléments d'économie participaliste*, Agone, Marseille, 2003, 192 p., 16 euros**

On peut regretter que les « grands » médias n'aient pas prêté le moindre attention à un livre comme celui de Michael Albert : on ne peut pas s'en étonner. Plus grave sans doute est le peu d'écho qu'il a eu dans la presse de la « gauche sociale », et ne parlons même pas des publications libertaires, lesquelles n'ont apparemment pas pris connaissance de l'existence de ce livre, à l'exception du *Monde libertaire* qui, dans son numéro 1349 (4-10 mars 2004), lui consacrait une double page.

Il y aurait pourtant beaucoup d'enseignements à tirer de l'effort que mène l'économiste américain Michael Albert – avec Robin Hahnel d'abord, puis seul depuis plusieurs années – afin d'élaborer un modèle économique qui ne soit pas une pure répétition de ce qui a été écrit jadis par les théoriciens du socialisme libertaire et puisse être opposé rationnellement au modèle qui tend à dominer le monde entier. C'est en 1990 que Michael Albert et Robin Hahnel commencent à faire connaître leurs réflexions en vue de démontrer la viabilité d'une économie autogérée et sans classes, qu'ils ont baptisée *participatory economics* (abrégée en *parecon*), en référence au mot d'ordre, à la mode dans les années 70, de « démocratie participative ». Ce travail commence avec la publication en 1990 du très savant *Quiet Revolution in Welfare Economics*, suivi un an plus tard par *The Political Economy of Participatory Economics*, publiés tous

les deux par les éditions de l'université de Princeton, puis se prolonge les années suivantes avec *Looking Forward*, *Thinking Forward*, *Moving Forward* jusqu'à la toute récente sortie de *Parecon*. *A Life after Capitalism*<sup>1</sup>, qui contient la version la plus complète du modèle d'économie participative, ou participaliste, pour reprendre le néologisme utilisé par le traducteur de *Après le capitalisme*, qui a souhaité éviter les connotations attachées en France au mot « participative », « ce dernier faisant déjà office, dit l'éditeur, de bouton de manchette « des nouveaux habits du capitalisme » ».

Il aura donc fallu attendre plus d'une décennie pour qu'un éditeur français veuille bien mettre la pensée de Michael Albert à la portée des lecteurs de ce pays, et il l'a fait en choisissant de traduire – ou plutôt d'adapter pour un lectorat français – le livre *Moving Forward. Program for a Participatory Economy*, écrit par le seul M. Albert. Dans un des très rares comptes rendus du livre, une collaboratrice du *Monde libertaire* faisait remarquer que les propositions de M. Albert paraîtraient sans doute trop réformistes aux révolutionnaires et trop révolutionnaires aux réformistes, ce qui est probablement juste. Mais c'est que l'auteur attaque le problème par les deux bouts et propose à la fois un « programme » qu'on pourrait qualifier – en recourant au vocabulaire dont usait naguère Henri Lefebvre – de « maximaliste » et un autre, « minimaliste », où il énonce une série de propositions visant à avancer vers le « but

final ». On le trouvera exposé dans le chapitre « Vers une rémunération équitable », qui reprend certains des objectifs classiques du réformisme social-démocrate que les représentants du socialisme de gouvernement ont jetés aux orties depuis longtemps déjà : redistribution des revenus, taxation des profits, de la fortune, de l'héritage, etc. Mais ce programme minimal n'a de valeur pour Albert que comme premier pas vers la mise en pratique du modèle « participaliste » – clairement inspiré des courants libertaires du socialisme, anarchisme ou communisme des conseils, bien qu'il ne s'y réduise pas tout à fait – dont on peut résumer les grandes lignes comme suit :

- la rémunération n'est plus liée à la propriété, au mérite professionnel, aux connaissances, au talent, etc., mais elle est fondée sur l'effort et le sacrifice ;
- il n'y a plus de division hiérarchique du travail ni de spécialisation dans des tâches de direction ou d'exécution, mais des « jobs complexes », soit des « ensembles équilibrés de tâches » où chacun assume sa part des tâches les plus répétitives et pénibles ;
- le pouvoir de décision appartient à des conseils de travailleurs et de consommateurs et il est réparti à proportion des conséquences que ces décisions impliquent pour la vie et le travail de chacun ;
- enfin, la répartition est assurée sans recourir aux mécanismes du marché ni à ceux d'une planification centralisée, à l'image de celle qui existait dans les pays du socialisme réellement (in)existant, mais par un procédé décentralisé de planification qui répond aux demandes des conseils de travailleurs et de consommateurs.

On pourrait élever, bien sûr, de multiples objections au modèle d'économie partici-

<sup>1</sup> Publié en 2003 par la maison d'édition Verso. Pour en savoir un peu plus sur les débats menés autour du projet participaliste, les lecteurs familiarisés avec la langue anglaise pourront consulter le site [www.parecon.org](http://www.parecon.org), où ils trouveront notamment de nombreuses réflexions sur les liens du participalisme et de l'anarchisme.

paliste, et certains ne s'en sont pas privés. Des défenseurs du modèle de « socialisme de marché » (Pat Devine et Thomas Weisskopf) ou Takis Fotopoulos (l'auteur du livre *v une démocratie générale*, récemment traduit en français), bien que partisans de solutions fort différentes, ont insisté, les uns et les autres, sur le fait que, à leurs yeux, ce modèle n'accorderait pas assez de place à la liberté individuelle, des critiques auxquelles M. Albert a répondu point par point, et souvent de façon très convaincante.

Le préfacier du livre, Thierry Discepolo, met le doigt, à son tour, sur certaines des faiblesses que ses adversaires pourront voir – ou plutôt, pourraient voir, s'ils se donnaient seulement le mal de lire ce livre et d'en prendre le contenu au sérieux – dans les thèses du participialisme : ceux de « droite » y dénonceront « une vision de l'économie plus angélique encore qu'utopique », une « anthropologie sous-jacente qui ne considère que des individus rationnels, sans passions ni profondeur » ; les déçus de « gauche » du participialisme, eux, pourraient s'interroger sur le caractère plus que flou des conditions de « passage à la société souhaitée » et sur la disparition des « rapports de force qui structurent les relations entre capital et travail » (p. 12).

Du point de vue de l'« orthodoxie » libertaire, on pourrait trouver à redire à la compatibilité, dans le participialisme, entre une économie clairement inspirée des modèles classiques du socialisme libertaire (dans *Parecon*. *Life After Capitalism*, Albert rétorque à ses critiques anarchistes que « l'économie participialiste est fondamentalement une vision économique anarchiste qui élimine toute hiérarchie fixe et prône l'autogestion »), qui fonctionnerait sans aucune intervention de l'État,

et des « superstructures » où continueraient d'exister les outils habituels de la domination (l'État et ses appareils judiciaire et policier). On pourrait juger aussi qu'il n'y a rien de bien neuf dans ce que propose Albert et qu'on ne l'a pas attendu pour savoir ce que signifient les mots d'autogestion, de conseils ouvriers <sup>2</sup>, etc., encore que la réorganisation des concepts à laquelle procède Albert soit en définitive assez originale. Rien de tout cela n'est vraiment faux, bien sûr, mais il n'y a là rien qui remette en cause la validité économique du modèle participialiste.

Enfin, on pourrait émettre contre ce projet les mêmes réserves qu'on est en droit d'opposer à tous les projets – mais il n'y en a plus guère aujourd'hui – qui s'occupent de donner des « recettes pour les marmites de l'avenir », selon le mot bien connu de Marx, sans trop se soucier de savoir quels cuisiniers se chargeront de faire bouillir ces marmites et pour quels clients ils le feront. Il faut reconnaître à l'auteur le mérite de ne pas avoir évité la question, en particulier dans le dialogue « sur le bien-fondé de l'anticipation stratégique » qui ouvre le présent volume, où il insiste à la fois sur la nécessité pour ledit projet d'être porté « par un grand mouvement » et sur l'importance qu'il y a à répondre à la question rituelle qui est posée à tous les critiques du système établi, à savoir : « Que voulez-vous mettre à la place ? », faute de quoi on s'expose toujours à renforcer « la croyance capitaliste selon laquelle il n'existe aucune alternative » et reconnaître « que le capitalisme est éternel » (p. 43). À un moment historique où, loin de redonner une chance

<sup>2</sup> C'est probablement ce qui explique que, dans le numéro déjà cité du *Monde libertaire*, on ait pu écrire que le livre de M. Albert s'adresse bien plutôt à la mouvance altermondialiste qu'au mouvement libertaire lui-même.(1)

au socialisme libertaire, la désintégration des socialismes d'État semble conforter l'idée du caractère indépassable du capitalisme, voici un livre qui arrive à point nommé pour permettre d'imaginer une autre société qui ne soit pas purement et simplement une autre forme de capitalisme. M.C.

**Serge Latouche, *Décoloniser l'imaginaire*, Parangon, Paris, 2003, 172 p., 10 euros**

*« Aussi longtemps que nous assimilerons l'évolution de notre société à celle de l'humanité avançant vers un terme à la fois idéal et indéfiniment futur, aussi longtemps que nous verrons, dans nos progrès scientifiques et techniques, la preuve de cette évolution d'ensemble, nous ne parviendrons même pas à imaginer un projet politique nouveau. »*

François Partant

« *Décoloniser notre imaginaire* » est la première condition pour développer une pensée créative et engager efficacement la lutte contre l'économie de l'absurde. C'est le thème central de ce livre dense, présenté sous la forme d'une interview de Serge Latouche par le chercheur italien Roberto Bosio. Ceux qui ont déjà lu *La Mégamachine* ou *Les Dangers du marché planétaire* retrouveront des analyses déjà présentes dans ces ouvrages, mais replacées ici dans une perspective essentiellement idéologique. Pour les autres, c'est l'occasion de faire le point sur les arguments développés depuis quarante ans par le mouvement qui revendique la « décroissance » et de découvrir une pensée limpide, exigeante, propulsée depuis peu sur le devant de la scène par la pression des faits.

Le débat sur la croissance ne date pourtant pas d'aujourd'hui. Dans les années 70, tandis que s'amorçait l'implosion du système

soviétique, battu à plate couture sur le terrain de la production, les savants réunis au sein du Club de Rome annonçaient une catastrophe écologique à venir, conséquence inéluctable d'une production en croissance exponentielle. Trente ans plus tard, le capitalisme triomphant ayant largement prouvé qu'il était bien le système le plus efficace pour produire toujours davantage, aucune alternative ne semble en mesure de lui être opposée. Mais, soudain, voici que la catastrophe annoncée est devant nous, toute proche. Trois périls mortels se conjuguent : le réchauffement de la planète, l'accumulation des pollutions et l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables. Longtemps rétive, la communauté des scientifiques officiels s'accorde désormais pour dire que, si rien n'est fait d'ici une génération, nous allons vers un risque de divergence globale, mortel pour l'humanité.

Comment éviter l'irréparable ? La question ne peut plus être éludée et devient un paramètre central du débat politique.

Malgré l'accumulation des signaux de danger, le camp au pouvoir, qui regroupe derrière les États-Unis les puissances financières et les gouvernements les plus libéraux, estime qu'il n'y a rien à débattre : le risque écologique est un leurre, un épouvantail agité par les « rouges » pour contester le leadership américain. Farouchement opposée à la moindre remise en cause de la croissance productiviste qui l'a dotée d'un pouvoir sans précédent dans l'histoire de l'humanité, l'oligarchie de l'argent bloque toute tentative d'organiser une réponse planétaire au défi écologique.

Un second camp prône le « développement durable ». Longtemps cantonné dans les rangs de la gauche altermondialiste et écologiste,

ce courant enregistre depuis quelques années des ralliements aussi nombreux qu'encombrants : des firmes multinationales<sup>1</sup>, les gouvernements et les partis « progressistes » des pays riches – mais aussi de nombreux pays du tiers monde – et jusqu'à l'ineffable Jacques Chirac, si on veut bien admettre que la conversion de « Super-Menteur » aux thèses environnementalistes est autre chose que de la pure démagogie.

Une troisième voix, virulente, réclame une rupture radicale avec le modèle occidental de développement. En France, cette mouvance s'exprime dans les revues *Silence*, *L'Écologiste*, au sein du groupe « Casseurs de pub » ou du Réseau des objecteurs de croissance pour un après-développement (ROCAD), et rassemble les héritiers d'Ivan Illich, de François Partant et du Club de Rome. À ce titre, le courant radical peut déjà revendiquer d'avoir eu raison depuis trente ans contre l'avis des experts patentés. Contrairement aux tenants de la « croissance zéro » dans les années 70, ces dissidents de la pensée écologiste considèrent que la stabilisation de la production de biens marchands ne résoudrait en rien les problèmes de la planète et que la « décroissance », le mot qui fâche, est à l'ordre du jour.

Si les partisans du développement durable et ceux de la décroissance sont d'accord sur le constat : l'ampleur du danger, l'urgence de trouver des solutions, la nécessité d'une diminution rapide de la consommation de matières premières et d'énergie, leurs avis sont opposés quant aux moyens à mettre en œuvre pour sauver la planète.

L'aile marchante du développement durable,

<sup>1</sup> Les firmes multinationales avaient adopté le concept de « développement durable » bien avant les gouvernants, et largement manipulé le sommet de Rio.

ceux que l'on appelle les *éco-économistes*, s'appuie en particulier sur les thèses des Américains Amory Lovins, Lester Brown ou de l'Allemand Ernst Ulrich, pour lesquels une autre croissance est possible qui permettrait de produire autant tout en consommant beaucoup moins de matière première et d'énergie. C'est la théorie du *Facteur 4*, voire du *Facteur 10*. Elle suppose une politique de type keynésien, qui réorienterait massivement l'économie vers la modification des infrastructures industrielles, urbaines, de l'habitat, des transports, etc., au service d'un développement durable respectueux de l'environnement. Ce colossal effort d'investissement, qui impliquerait une croissance forte pour être mis en œuvre, serait, *in fine*, générateur d'une « bonne » croissance. On peut s'interroger sur la crédibilité d'un tel scénario lorsqu'on fait le bilan des engagements pris par les gouvernements et les firmes transnationales, deux ans après le sommet de Johannesburg : non seulement aucune action sérieuse n'a été engagée, mais la fuite en avant s'accélère. Le courant de gauche du « développement durable » en conclut que le libéralisme est incapable de se réformer et propose une reprise en main de l'économie par des États redevenus démocratiques. Pour Serge Latouche, le « développement durable » est le faux nez du capitalisme, une mystification qui vise à changer les mots pour ne pas changer les choses. « Si le bébé est faisandé », il vaut mieux « jeter le bébé plutôt que l'eau du bain » : il ne suffit pas de condamner le libéralisme, ni même le capitalisme, il faut tout remettre en question, jusqu'à la notion de développement. Sans revenir sur le constat écologique, sans s'attarder non plus à réfuter les arguments techniques et économiques des « développementistes », Serge Latouche invite ses



lecteurs à sortir du cadre de référence fabriqué à longueur de temps par le pouvoir et ses médias, et à entrer dans une « démarche hétérodoxe et iconoclaste ».

La plus grande victoire de la société de consommation a été de réussir à s'imposer comme l'unique modèle imaginable, si bien que nous ne sommes même plus capables de concevoir une alternative à ce système totalitaire qui nous conduit droit au chaos. Un sondage sur la perception que les citoyens européens ont de la catastrophe écologique annoncée montrerait à coup sûr que le plus grand nombre est bien conscient du péril : la vache folle, les inondations et la canicule sont passées par là... Mais, si le même sondage s'intéressait aux solutions que l'on peut imaginer pour éviter le pire, il y a fort à parier que les « on n'y peut rien », et « mais quoi faire d'autre ? » l'emporteraient largement. Comme un drogué se regarde sombrer, la société-monde marche au suicide les yeux ouverts. Pour la réveiller, il faut la secouer.

Serge Latouche commence par dynamiter joyeusement le concept de développement en tant que valeur universelle. Pour ce faire, il appelle à la rescousse les grandes sagesse de l'humanité. Ainsi les philosophies, grecque, orientales, qui toutes ont considéré que le bonheur se réalisait dans la frugalité par la satisfaction d'un nombre limité de besoins. Ainsi Aristote, qui condamnait déjà la recherche du profit au travers des relations marchandes : en constatant que l'intérêt individuel ne pouvait exister qu'au détriment de l'intérêt collectif, le philosophe réfutait par avance Adam Smith. Des sages, des penseurs, mais aussi des civilisations (amérindiennes, africaines, océaniques, etc.), qui ont vécu pendant des siècles en harmonie avec la nature, étrangères à toute notion d'accumulation,

avant que les soldats venus d'Europe leur apportent les bienfaits du développement à l'occidentale : l'esclavage, le travail forcé, et l'extermination pour les récalcitrants. Voilà pour l'histoire. Mais Serge Latouche, qui est aussi un spécialiste des économies du Sud, ne veut pas laisser dire que le modèle de développement occidental serait aujourd'hui un système universel. Cette vision ethnocentrique qui nous aveugle est bien trompeuse, car, en vérité, la majeure partie de l'humanité vit encore en dehors des circuits économiques du « libre marché » : sur tous les continents, les sociétés traditionnelles qui ont survécu au génocide ou à l'assimilation forcée résistent avec ténacité à l'invasion culturelle et idéologique du modèle occidental. Les histoires racontées dans *Décoloniser l'imaginaire* pour montrer l'antinomie entre les conceptions occidentales et africaines de l'économie sont éloquentes.

Le développement n'est pas une valeur universelle : c'est une notion fabriquée par l'Occident pour imposer son modèle et sa domination. Comme le système a colonisé la planète, il a colonisé notre pensée, avec des mots. Ces mots « toxiques », il faut s'en débarrasser : « tuer l'intelligence des mots anciens », comme disait Léo Ferré. L'une des critiques les plus souvent adressées à Serge Latouche, c'est, précisément, d'employer un vocabulaire provocateur : parler de « décroissance » ne serait pas acceptable, car cela laisserait supposer que les besoins fondamentaux de l'humanité sont déjà pourvus. Et comment expliquer aux masses du tiers monde, aux chômeurs et aux travailleurs pauvres du Nord qu'il faut décroître quand on leur serine depuis toujours, à droite comme à gauche, qu'il n'y a de salut que dans la croissance, et quand la perte d'un demi-point

de la fameuse croissance plonge tout l'establishment politico-médiatique dans les transes ? Latouche retourne l'argument : on ne gagne jamais rien à s'abriter sous la bannière de l'adversaire, à s'aligner sur son langage, sur ses concepts. La prolifération des ralliements pour le moins suspects au « développement durable » depuis Johannesburg l'a bien montré. Il importe de se débarrasser des ambiguïtés sémantiques : la croissance « soutenable », le développement « durable », la mondialisation « néolibérale » (qui supposerait une mondialisation vertueuse), etc., ces expressions devenues habituelles prêtent à toutes les manipulations. Prendre le contre-pied du lexique dominant, c'est participer à la décolonisation de l'imaginaire : l'affirmation d'une rupture radicale se fait aussi au niveau du vocabulaire, et on peut soutenir, par exemple, que le développement et l'économie sont les problèmes et non les solutions ; que l'ère du développement est révolue, et que nous sommes entrés dans l'« après-développement ». De même que décroissance ne veut pas dire croissance négative, croissance ne veut pas dire progrès. On le voit bien d'ailleurs en examinant comment est construit l'indicateur de la croissance, le PIB, qui intègre de la même façon les productions de biens et les dépenses induites par les catastrophes écologiques ou économiques dues à cette même croissance. Le PIB, a-t-on dit, mesure tout, sauf ce qui vaut la peine d'être vécu... Enfin, si les mots ont un sens et puisque tous conviennent que nous allons droit dans le mur, faut-il simplement freiner la machine ou changer de direction ? Si le courant nous entraîne vers l'abîme, suffit-il de ramer moins vite, ou vaut-il mieux aller résolument à contre-courant ?

On reproche souvent aux « anti-économistes » leur déficit de propositions concrètes. Cette critique, Serge Latouche se la sert lui-même. Si les propositions de l'aile radicale apparaissent peu constructives, c'est qu'elles partent de positions philosophiques qui rompent totalement avec les valeurs dominantes. Car ce n'est même pas à cause de ses effets secondaires que les radicaux rejettent la société de consommation, mais parce qu'elle est intrinsèquement mauvaise. « Vivons autrement pour vivre mieux », disait Ivan Illich : gaspiller moins pour produire moins, mieux répartir les richesses (instauration d'un revenu maximum), travailler moins pour que tous puissent travailler, re-localiser et déconcentrer l'économie pour permettre un contrôle démocratique et une gestion collective de la production, etc., est-ce plus utopique que de s'en remettre à l'instinct de survie des actuels maîtres du monde ?

Une autre objection récurrente à la théorie de la décroissance est le problème de la transition : comment passer concrètement d'une société de consommation capitaliste à une société libertaire, communautaire et volontairement frugale ? Comment mener de front la transformation radicale de toute la structure sociale avec la nécessité de continuer à faire « tourner la machine », cette machine terriblement complexe qui administre des mégapoles, des infrastructures de communication, de santé, de transport, etc., dont personne n'imagine qu'elle pourrait s'arrêter du jour au lendemain. Et puis, avant cela, comment convaincre l'opinion d'entrer en dissidence ? Comment inverser la hiérarchie des représentations sociales, pour qu'en ville le propriétaire d'un 4 x 4 soit regardé comme un gros con et le cycliste comme un héros ? La « preuve par l'exemple » – les modes de

consommation alternatifs, les SEL auxquels Latouche fait plusieurs fois référence, ou la « simplicité volontaire » des Québécois – a montré ses limites, il en convient aisément. Le jeu électoral est perverti, on le sait. Alors, quelle action politique mettre en œuvre pour inverser la tendance, avant que le ciel ne nous tombe sur la tête ?

Mais il n'y a pas de baguette magique dans la boîte à outils du professeur Latouche, juste de bonnes clés bien ajustées pour démonter les rouages du système et en comprendre les mécanismes les mieux cachés. C'est déjà beaucoup. Au sortir de ce livre impossible à résumer tant il foisonne d'idées, on est au moins certain d'une chose : contre la monstrueuse entreprise de décervelage qui nous oppresse, il ne sert à rien de biaiser. Entrer en dissidence ou se soumettre, il n'y a pas d'autre choix. FR.

**Percy Bysshe Shelley, *La Mascarade de l'Anarchie, suivie de Cinq poèmes de 1819* (édition bilingue), préface d'Hélène Fleury, collection « Les pieds dans le plat », Paris-Méditerranée, 2004, 15 euros**

Shelley (1792-1822) appartient à l'histoire. Mais à quelle histoire ? La légende retient de préférence l'image éthérée du poète élégiaque. Qui sait aujourd'hui que ses poèmes de révolte ont accompagné pas à pas le mouvement révolutionnaire de son temps et qu'à l'instar de ceux de Heine, ils sont restés à vif dans la mémoire ouvrière ? Ce recueil ressemble autour de *La Mascarade de l'Anarchie* cinq poèmes, inédits du vivant de Shelley, et tous écrits en 1819, année du massacre de Peterloo. Comme rarement dans l'histoire littéraire, la puissance lyrique et l'esprit de refus y vibrent à l'unisson.

Dans sa préface, où la passion s'allie à une connaissance sûre des écrits et des luttes de cet « exilé parmi nous », Hélène Fleury montre que la révolte fut loin d'être un moment d'exception dans la vie du poète. C'est au contraire la clef du destin exceptionnel de Shelley comme du malentendu qui a recouvert son œuvre d'un « masque » pour en détourner le véritable sens. Et elle rend ainsi Shelley à ses lecteurs naturels en exauçant enfin le vœu qui lui tenait à cœur : publier « un petit volume de chansons populaires entièrement politique ». C'est ici chose faite ! M.C.

## Revue

**A contretemps n° 16, avril 2004, 32 p.**

Le toujours intéressant bulletin de critique bibliographique animé par Freddy Gomez et Monica Gruszka – auquel on doit quelques numéros monographiques dédiés à Georges Navel, Stig Dagerman, Diego Abad de Santillán, Louis Mercier ou encore à la maison d'édition espagnole Ruedo ibérico, et qui en promet un bientôt sur Juan García Oliver – consacrait la plus grande part de sa livraison d'avril 2004 au dernier livre en date de « l'étrange Monsieur Bourseiller », *l'Histoire générale de l'« ultra-gauche »*, sur lequel Daniel Blanchard se penche à son tour dans les pages de la présente revue. Dans le premier article, « L'« ultra-gauche », histoire et confusion », Pierre Sommermeyer et Freddy Gomez se livrent à une analyse générale du livre, dont ils mettent en évidence les confusions et erreurs de toute espèce, d'autant plus regrettables que rien n'avait paru en France sur le sujet

depuis la publication, en 1971, de l'excellent petit livre de Richard Gombin, *Les Origines du gauchisme*. Dans un second essai, pas moins sévère que le premier, Enrique Escobar s'attache, pour sa part, à démontrer, et démontrer, l'extrême faiblesse des passages relatifs au groupe Socialisme ou Barbarie, qui versent dans la pure malveillance quand l'auteur aborde le sujet des prétendues relations entre celui-ci et les négationnistes de l'entourage de Pierre Guillaume. Le bulletin, illustré par les étonnants dessins du peintre Marcos Carrasquer, se clôt par l'annonce de la création de l'association La Mémoire rebelle, dont l'objectif est de constituer un fonds d'archives sur l'histoire orale « des expressions anti-autoritaires du mouvement ouvrier ». M.C. Pour tous renseignements, on s'adressera à Fernand Gomez, au 55, rue des Prairies, 75020 Paris.

### **Agone n° 31/32**

**320 p., 20 euros**

Le dernier numéro d'*Agone* est consacré à « L'Exemple américain », avec, entre autres, des textes de Howard Zinn, « Le Premier Amendement en question » ; de Serge Halimi, « La parenthèse populiste. Comment la gauche abandonne le peuple » ; de Loïc Wacquant, « La « réforme » de l'aide sociale comme instrument de discipline » ; de Marianne Debouzy, « Stratégies des multinationales et ripostes ouvrières aux États-Unis » ; du duo Sheldon Rampton et John Stauber, « Comment sont instrumentalisées les associations » ; de Thomas Frank, « Le populisme de marché ».

On lira aussi dans ce numéro, d'une grande richesse, un essai de Max Weber, intitulé « Fondements économiques de « l'impérialisme » ». Dans la rubrique « Histoire radi-cale », la revue reprend l'essai « Empire et ses

pièges. Toni Negri et la déconcertante trajectoire de l'opéarisme italien » de notre ami Claudio Albertani. Enfin, le numéro se clôt par un dossier Marcel Martinet, avec la publication des articles « civilisation française en Indochine », « Vous avez cessé d'être « l'un contre tous ». Lettre ouverte à Romain Rolland » et « Le 30 juin de Staline. Qu'avez-vous fait de la révolution d'Octobre ? ».

M.C

Livraison aux abonnés en mai. Parution officielle en septembre.

### **Collegamenti-Wobbly n° 5 janvier-juin 2004, 7 euros**

Cette revue italienne est vieille de plus de vingt-cinq ans. Si son noyau rédactionnel est majoritairement composé de libertaires, il a intégré au fil du temps des éléments issus des courants communiste de conseils, luxemburgiste, voire trotskiste. Il a toujours fait preuve d'une rare ouverture d'esprit et d'une grande capacité à mettre autour de la même table, dans un climat fraternel, des militants de sensibilités diverses. La réflexion du noyau qui lui a donné naissance s'est nourrie des productions des courants anti-léninistes se réclamant du communisme de conseils et des revues telles que *Noir et Rouge*, *Socialisme ou Barbarie*, *ICO* ou *Liaisons* (d'où son titre), mais aussi des expériences des Industrial Workers of the World, de l'anarcho-syndicalisme italien et, plus récemment, des milieux libertaires du courant « autonome » agissant dans le cadre des assemblées et des collectifs de lutte nés dans les grandes usines du Nord. Dans les années 70 et 80, elle a mené bataille contre les tendances « militaristes » présentes au sein des mouvements sociaux italiens.

Sa dernière série (lancée en janvier 2002) se caractérise par une grande qualité d'analyse et un fort enracinement dans le mouvement de classe. Chacun pourra constater que nous lui avons emprunté et lui emprunterons beaucoup.

Parmi les articles du numéro 5 qui vient de sortir, on retiendra une chronologie détaillée du mouvement zapatiste, des réflexions sur le marketing des armes et la production de mensonge qui l'accompagne, une analyse de l'évolution des rapports entre banques et « clients » à travers la promotion des produits financiers, des considérations sur la grève des traminois milanais et un article sur la concertation État-syndicats dans l'Italie des années 90, qui détruit bien des lieux communs sur la prétendue radicalité des grands syndicats italiens. Sa partie historique est aussi d'un grand intérêt : à l'article sur les grèves sauvages dans l'Europe de 1969 que nous publions nous-mêmes s'ajoutent une biographie commentée de Gustav Landauer, un texte sur le mouvement ouvrier juif en France et des réflexions sur l'héritage de Malatesta dans l'anarchisme d'après la Seconde Guerre mondiale.

G.S.

### Échanges n° 108

**printemps 2004, 74 p., 3 euros**

Ce numéro du « bulletin du réseau Échanges et mouvement » est composé essentiellement de quatre articles ainsi présentés : un texte de discussion sur l'élaboration d'une défense militaire européenne ; un autre sur la grève des supermarchés de Californie du Sud, dont l'intérêt réside surtout dans l'articulation entre la compétition capitaliste et la lutte de classe ; la suite de l'article du n° 107 sur la lutte de classe au Japon ; la traduction d'une

critique d'un livre paru aux Etats-Unis qui traite de la naissance d'une nouvelle idéologie dans le prolongement du tiers-mondisme des années 1970-1980, ce qui peut autant s'appliquer aux développements idéologiques en Europe.

### Gavroche n° 134,

**mars-avril 2004, 32 p., 6,5 euros**

La livraison de mars-avril de la revue d'histoire populaire *Gavroche* publiait un dossier, préparé et présenté par Charles Jacquier, sur « Marcel Martinet, un intellectuel au service de la classe ouvrière », comprenant les textes suivants : « Les intellectuels et la guerre », composé de deux articles publiés dans *La Vie ouvrière* : « Les intellectuels et la guerre » (2 juillet 1919) et « Andreas Latzko » (2 janvier 1920) ; « Contre le courant », d'abord paru dans *Europe* et reproduit ici d'après *La Révolution prolétarienne*, n° 19, juillet 1926 ; enfin, un article de Pierre Monatte, d'abord paru dans un numéro d'hommage de la publication *Les Humbles* à Martinet, avant d'être repris dans *La Révolution prolétarienne*, n° 218, 10 mars 1936.

On pouvait y lire aussi des articles sur la résistance au coup d'État du 2 décembre 1851, l'Exposition internationale de Nancy en 1909, la création en 1904 de *L'Humanité* de Jean Jaurès et, enfin, sur la première révolte des canuts en novembre 1831 et la « Sanglante Semaine » d'avril 1834. La revue était complétée par les rubriques habituelles (médias, lectures, etc.).

M.C.

Abonnements : un an, 5 numéros (dont un double), 30 euros. Scoop Presse-Gavroche, BP 863, 27 008 Evreux Cedex.

**Ni patrie ni frontières****n° 8-9, mai 2004, 250 p., 10 euros**

Ce numéro est consacré pour l'essentiel à l'attitude des marxistes et des anarchistes face à la prétendue « question juive ». Il offre certains éléments de réflexion pour comprendre l'évolution des positions de ces courants, leurs hésitations, vacillations et volte-face multiples face à l'existence de la nation juive (de la religion juive, ou du ou des peuples juifs, selon les interprétations), face au sionisme puis enfin à l'État d'Israël.

Les auteurs sont de tendances très diverses, et certains ne se considèrent pas comme des révolutionnaires. Les textes de ce numéro ont été choisis, selon l'orientation de cette revue, non pas parce qu'ils apporteraient la Vérité, mais parce qu'ils contiennent un certain nombre d'informations historiques et théoriques indispensables pour entamer un débat sérieux.

L'intérêt de la prétendue « question juive » est qu'elle permet de revisiter pratiquement toutes les questions importantes de la théorie révolutionnaire : les classes sociales, la nation, le rôle de la classe ouvrière, la religion, l'État, l'histoire du capitalisme, etc., comme en témoignent les différents articles rassemblés dans ce numéro. Y.C.

Sommaire :

*Israël et la Palestine aujourd'hui*

Yves Coleman : Onze points de démarcation sur la prétendue « question juive », le sionisme et l'État d'Israël – Gush Shalom : 80 thèses pour une paix israélo-palestinienne (2001) (extraits) – Mouvement communiste : Deux États contre le prolétariat (2003) – Mouvement communiste : Dernières nouvelles de Palestine (février 2003) – Guy Izhak Austrian et Ella Goldman : Quelques sug-

gestions pour renforcer le mouvement de solidarité avec la Palestine

*Les marxistes face à la « question juive » et au sionisme*

A. Clemesha : Trotsky et la question juive – S. Michael-Matsas : Sur le marxisme et la question juive – S. Matgamma : Le trotskysme et les Juifs – G. Mammoni : Le conflit arabo-juif en Palestine (Bilan, 1936) – RKD : Lettre aux ouvriers juifs (1943) – E. Mandel : Projet de thèses sur la question juive après la Seconde Guerre impérialiste (1947) – Groupe trotskiste palestinien : Thèses sur la situation en Palestine (1948) – M. Machover et A. Orr : Israël/Palestine : La classe ouvrière israélienne peut-elle aider les Palestiniens ? La nature de classe d'Israël *Les anarchistes face à l'antisémitisme et au sionisme*

F. Gomez : L'anarchiste et le juif, histoire d'une rencontre (2003) – M. Graur : Anarchisme et sionisme. Le débat sur le nationalisme juif – N. Makhno : Aux juifs de tous pays – Makhno : La makhnovstshina et l'antisémitisme. – S. Boulouque : Les anarchistes, le sionisme et la naissance de l'État d'Israël – S. Boulouque : Anarchisme et judaïsme dans le mouvement libertaire. Réflexions sur quelques itinéraires – R. Creagh : L'horreur ethnocratique. Trois questions sur le Moyen-Orient – R. de Jong : Le débat anarchiste sur l'antisémitisme – R. de Jong : Quelques remarques générales sur l'anarchisme, « les Juifs », le sionisme et l'antisémitisme avec quelques informations concrètes sur les Pays-Bas

*Antisémitisme, négationnisme et antisionisme : convergences possibles et différences fondamentales* S. Grigat : L'antisémitisme, l'antisionisme et la gauche (2002) – J. Valjak et M. Argerj : Dossier négationnisme – Y.C. : Libertaires et ultra-gauches face au négationnisme – Y.C. : Un professeur bien mal inspiré – Y.C. : Bêtisier gau-

chiste sur Israël, les Juifs et le sionisme – Temps critiques : Capitalisme et antisémitisme.

**Offensive libertaire et sociale n° 2  
printemps 2004, 3 euros**

Le dossier de ce deuxième numéro d'une revue née au cours de l'été 2003 porte sur « la grève à réinventer ». Il y est question des « origines de la grève » à travers un entretien avec Stéphane Sirot, du déclin de la culture d'opposition de la classe ouvrière, de l'évolution récente des formes de lutte et notamment de l'apport nouveau des luttes de précaires, des « communautés pertinentes de l'action collective » à travers l'histoire, du caractère créatif du mouvement des intermittents et du « renouveau du mouvement ouvrier étatsunien ».

Ce dossier, auquel il faut ajouter un article sur la publicité et les mouvements qui la contestent, ainsi qu'une interview retraçant l'histoire et les combats de l'École émancipée, ont le mérite de montrer, sans triomphalisme ni recettes toutes faites, que la résistance sur les lieux de travail persiste et évolue en même temps que les formes de domination et d'exploitation capitaliste, et que cette évolution pose des questions nouvelles qu'il faut apprendre à explorer. L'on regrettera cependant que le regard porté sur ces luttes soit plus souvent celui du sociologue que des acteurs des grèves. Et pourtant c'est la perception subjective qu'ont ces acteurs du sens de leurs luttes, de leurs pratiques ainsi que des rapports de forces qui peut aider à cerner les potentialités réelles de ces conflits et permettre d'aller au-delà de la simple défense du principe d'« autonomie des luttes » en promouvant des pratiques d'esprit libertaire.

N.T.

**Un autre futur  
n° 7, mai 2004, 32 p., 3 euros**

Dans le magazine, toujours soigné, que fait paraître le syndicat de la Communication, de la Culture et du Spectacle de la CNT, on lira, entre autres choses, le long entretien concédé par Cesare Battisti à la revue, où l'écrivain d'origine italienne fait part de sa réaction devant l'initiative intempestive de la justice française qui l'a mené à la Santé il y a quelques semaines et le grand mouvement de sympathie et de soutien qui s'en est suivi. Claudio Albertani, dans « Un fascisme à l'américaine ? » (illustré de dessins inédits de Jacques Tardi, un des collaborateurs habituels de la publication), s'interroge sur la nature de l'impérialisme américain d'aujourd'hui.

Pour sa part, D. Pinós (« Le jour où ils ont tué Puig Antich ») rappelle les événements qui menèrent à l'exécution, le 2 mars 1974, du jeune activiste libertaire. C'est encore de l'Espagne que traite l'article « Du passé qui fut et d'un passé qui aurait pu être », consacré au beau livre de F. Carrasquer sur ces deux pertes prématurées (celle de Saragosse et de Francisco Ascaso) qui eurent des effets incalculables sur le destin de la révolution espagnole.

Freddy Gomez revient très longuement sur l'œuvre de Georges Navel (1904-1993), un auteur peu lu de nos jours et qui mériterait sans aucun doute d'être tiré de l'oubli, comme le furent naguère Raymond Guérin ou Henri Calet. Dans un texte court et malicieux, « Le barbu capital », Michel Boujut commente une photo de la tombe de K. Marx. Enfin, selon une tradition maintenant bien établie, le numéro se clôt par une nouvelle, « L'anarchiste », de l'écrivain Serge Doubinsky.

M.C.

**Réfractions n° 12****printemps-été 2004, 176 p., 12 euros**

Le numéro 12 de *Réfractions* porte sur la démocratie et se veut une contribution critique au débat actuel sur ce thème. La démocratie représentative en effet est devenue la forme consacrée, inscrite dans la modernité, de la souveraineté politique du peuple, et les critiques à ses dysfonctionnements manifestes se situent toujours à l'intérieur de cette forme déclarée « indépassable ». Elle est l'arrière-plan de toute politique du possible, elle est l'idéologie dominante pour ne pas dire la pensée unique ; elle n'est plus un régime, mais le nom qu'on donne à la société libérale-capitaliste.

Ce numéro de *Réfractions* s'attaque à ce « bloc imaginaire » et, dans une première partie, « Critique de la société néolibérale », contribue à déterminer par où passe la ligne de partage qui, tout en conservant les aspects émancipateurs de notre modernité, permet de dépasser la « démocratie de marché » et de penser les possibilités et les formes d'une autonomie collective.

La deuxième partie, « Retour sur la philosophie politique », veut déplacer la perspective d'analyse du point de vue de la représentation à celui de l'action politique. Tandis que la troisième partie, « Situation et problèmes », revient sur l'actualité à travers, entre autres, l'analyse des élections du 21 avril 2002. En « Transversale », on trouvera une lettre ouverte de Miguel Abensour à Marcel Gauchet, qui vise aussi tous ces « nouveaux réactionnaires » ou convertis à la « politique normale », résignés à l'acceptation de la démocratie établie et à l'abandon de tout désir de changer le monde. Un numéro dense, en prise sur le débat contemporain, et pluriel dans ses modes d'approche.

M.B.-R

Sommaire :

*Critique de la démocratie néolibérale*

E. Colombo : L'escamotage de la volonté – M. Boireau-Rouillé : La modernité contre la démocratie? – C. Orsoni : Le monde moderne et la recherche de la démocratie

*Retour sur la philosophie politique*A. Stevens : La démocratie vue par ses inventeurs – A. Bevort : La démocratie ou l'art de l'action collective – F. Ciaramelli : Crise de la démocratie, nature humaine et servitude volontaire – L. Janover : La démocratie comme science-fiction de la politique – D. Colson : La force radicale de l'anarchie – Alain Brossat : La plèbe. Des infâmes et des anonymes – E. Enriquez : L'homme du XXI<sup>e</sup> siècle : sujet autonome ou individu jetable*Situation et problèmes*

B. Hennequin : 21 avril-5 mai 2002. Retour sur une grande confusion – D. Rousseau : La démocratie continue ou comment remettre l'État à sa place – A. Thévenet : Un bateau ivre...

*Transversale*

M. Abensour : Lettre d'un « révoltiste » à Marcel Gauchet converti à la « politique normale »